

Budgets tronqués et absence de politique nuisent à l'avenir scientifique français.

La recherche se trouve mal

Par PASCAL DEGIOVANNI, président de la Guilde des doctorants, chargé de recherche au CNRS. **NICOLAS LEGRAND,** ancien président de la Confédération des jeunes chercheurs (2001-2002), chercheur contractuel à l'université d'Amsterdam.

Grand succès annuel apprécié de tous, la «Fête de la science» est un moment privilégié d'échanges et de retrouvailles entre chercheurs et citoyens. Or, gâtée par un ensemble de décisions politiques plus qu'hasardeuses, la fête a pris cette année une tournure aigre et assez déplaisante. D'une part, les aléas budgétaires sur l'année 2003 ont asphyxié les laboratoires, et les perspectives pour 2004 ne montrent rien qui soit susceptible de restaurer la confiance. D'autre part, la précarisation rampante des chercheurs, du fait de l'abandon de toute politique pour l'emploi scientifique, démoralise les plus jeunes et contribue à accélérer la désaffection pour les métiers de la recherche. Face au défi du renouvellement des chercheurs, dont le rythme des départs à la retraite s'accélère, et face aux besoins de recherche et de technologie de notre société, on peut légitimement se demander si le gouvernement n'est pas tout simplement en train de saborder l'acquis scientifique de notre pays.

Il est pourtant admis qu'une recherche forte et indépendante est une clef essentielle pour construire la réussite économique de demain, en produisant des connaissances et des savoir-faire qui n'auront pas à être achetés au prix fort outre-atlantique ou sur les rives du Pacifique. Le grand public souhaite que la recherche produise les connaissances nécessaires aux avancées médicales, technologiques et sociologiques qui permettront l'amélioration de son cadre de vie. Mais il faut bien comprendre que l'effort de recherche doit être constant et soutenu pour porter ses fruits. Or, nombre des

difficultés que la recherche traverse proviennent du décalage entre ce que la société en demande et ce que les politiques y insufflent en terme de moyens, et donc de reconnaissance.

Un développement durable de l'activité scientifique est indispensable pour garantir à notre appareil de recherche la capacité de faire émerger des concepts réellement nouveaux et celle à lancer des programmes à long terme, et dont le succès n'est pas assuré. Ces deux capacités sont fondamentales à l'aube du XXI^e siècle qui s'annonce comme celui de tous les dangers. Comment trouver des solutions à des problèmes aussi complexes que celui de l'eau, de l'énergie, du cancer, des maladies émergentes, de l'environnement

ou encore du climat, des violences urbaines et péri-urbaines si on ne se dote pas d'une puissante capacité à appréhender la complexité?

Plus que jamais, en ce début de siècle violent et brutal, marqué par le chacun pour soi, il importe de soutenir une recherche publique indépendante des pressions socio-économiques, de manière à ce qu'elle puisse apporter des éléments objectifs dans le débat public. Cela concerne un certain nombre de sujets sensibles, touchant, par exemple, à la santé publique, et face auxquels les scientifiques sont d'autant plus désarmés vis-à-vis de leurs employeurs privés que l'Etat ne leur assure pas les moyens de travailler en toute indépendance. La recherche publique doit pouvoir servir l'intérêt général plutôt que l'intérêt particulier, une contrainte que la recherche privée n'a pas. Si nous devons changer nos modes de vie, notre rapport aux ressources naturelles, nous devons nous y préparer en disposant d'informations fiables et objectives. C'est un passage obligé pour aboutir à des arbitrages lucides et acceptés par tous.

Tout cela ne serait que des mots si compromettre le développement durable de la science n'induisait un risque majeur, celui de ce qu'on pourrait appeler la «malscience». Hélas, chacun peut déjà voir certains de ses effets se manifester. L'affaire incroyable de fraude scientifique par le physicien Hendrik Schoen constitue un signe inquiétant par les mécanismes qu'elle met en évidence. Mais de manière plus pernicieuse, la «malscience» s'infiltré dans le quotidien de certains laboratoires

sous la forme d'un véritable «zapping scientifique» au gré des priorités des divers organismes fi-

nançeurs. Plus grave encore, certains chercheurs dénoncent une certaine perte d'objectivité des laboratoires sous l'effet de la pression socio-économique, les financements dépendant trop souvent d'acteurs dont les intérêts ne sont pas neutres. On assiste à un glissement progressif d'une culture scientifique objective et impartiale, construite sur une capitalisation progressive des savoirs et des méthodes, vers une sorte d'ingénierie sophistiquée, potentiellement profitable à court terme, mais certainement désastreuse à long terme.

Face à ces dérives, il faut commencer par répondre à deux évidences. Tout d'abord, il est nécessaire de pérenniser un minimum le financement des laboratoires, en évitant les coups d'accordéon et les annulations de crédits automnales. C'est du simple bon sens mais visiblement pas à l'ordre du jour du gouvernement. De plus,

les chercheurs doivent pouvoir conduire leur activité dans une «tranquillité d'esprit». Stabiliser les programmes de recherche et ceux qui les conduisent tout en mettant en place des mécanismes d'incitation aux initiatives nouvelles ne peut qu'aider à la réactivité de la recherche. A l'opposé, des laboratoires paupérisés et des chercheurs précarisés ne construiront rien de solide. Or, le discours et les actes du gouvernement vont exactement à l'inverse de ces pré-requis pour une recherche de qualité et pérenne. De jeunes chercheurs travaillent quotidiennement sans rétribution ou à hauteur du SMIC (dans le cas des allocataires du ministère de la Recherche). Quel respect la République montre-t-elle aux jeunes chercheurs quand elle leur annonce qu'à 30 ans, après 4 à 6 ans d'expérience professionnelle de recherche (incluant le doctorat), ils méritent au mieux une bonne et longue dose de précarité (le postdoc de 3 à 5 ans) car, on ne sait jamais, ils pourraient s'avérer être des fainéants?

Un enjeu de politique scientifique qui passe actuellement totalement inaperçu aux yeux de nos concitoyens. Nous voulons rappeler que le niveau de vie et le confort quotidien des générations futures se jouent plus dans les laboratoires des universités et organismes de recherche que dans les académies pour apprentis-chanteurs. Cette année, de jeunes chercheurs se sont invités au «Village des sciences» du ministère afin d'exposer au grand public les risques encourus du fait des arbitrages budgétaires. Ils ont souhaité transmettre ce message simple et clair: si la société française veut continuer à bénéficier des apports de la recherche dans l'avenir, il faut qu'elle y mette les moyens nécessaires et surtout qu'elle respecte celles et ceux qui la font. ◆